

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Travaux de réhabilitation de l'amphithéâtre

**Travaux de réhabilitation de l'amphithéâtre du Centre Ifremer
Atlantique à Nantes**

Marché n°251000266

POUVOIR ADJUDICATEUR :

IFREMER

Zone industrielle de la Pointe du Diable

1625 route de Sainte Anne

29280 Plouzané

Procédure : procédure adaptée conformément à l'article L2123-1 du Code de la commande publique

Clauses générales applicables : cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux - Arrêté du 30 mars 2021

Table des matières

1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ	4
2. PIÈCES CONTRACTUELLES	4
3. DURÉE DU MARCHÉ	5
4. PRIX DU MARCHÉ	5
4.1. Type de prix	5
4.2. Contenu du prix	5
4.3. Variation du prix	5
5. MODALITÉS RELATIVES AUX RÈGLEMENTS	6
5.1. Monnaie	6
5.2. Avance	6
5.3. Acomptes mensuels et solde	7
5.4. Délai global de paiement	7
5.5. Présentation des demandes de paiement	7
6. DÉLAI D'EXECUTION	8
7. PENALITÉS	8
7.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux	8
7.2. Pénalités pour retard dans la remise des documents fournis	8
7.3. Pénalités pour retard dans la levée des réserves	8
7.4. Pénalités pour infractions aux prescriptions de chantier	9
7.5. Pénalités pour absence aux réunions	9
8. CONDITIONS D'EXECUTION	9
8.1. Suivi du marché	9
8.2. Echanges	10
8.3. Identification du personnel du titulaire	11
8.4. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	11
8.5. Prévention des risques de conflits d'intérêt et de corruption	11
8.6. Devoir de conseil	12
8.7. Cotraitance	12
8.8. Sous-traitance	12
8.9. Clause environnementale	13
9. RÉCEPTION DES TRAVAUX	13

10.GARANTIES	13
11.MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHÉ.....	13
11.1. Augmentation du montant des travaux.....	13
11.2. Modification du marché.....	13
11.3. Avenant de transfert.....	13
12.MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE	13
13.RÉSILIATION.....	14
14.ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS	14
15.RÈGLEMENT DES LITIGES	14
16.DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	15

1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet des travaux de réhabilitation de l'amphithéâtre du Centre Ifremer Atlantique à Nantes.

Le marché est décomposé en 12 lots :

Lot	Objet
1	Démolition – Gros œuvre
2	Voirie – Réseaux divers – Espaces verts
3	Menuiserie aluminium
4	Métallerie
5	Menuiseries bois intérieures
6	Cloisons-Plafonds
7	Revêtements de sols souples et durs
8	Peintures - Revêtements de murs
9	Mobilier - Décoration - Signalétique
10	Mobilier fixe – Sièges d'amphithéâtre
11	Electricité CFO-CFA
12	Fluides - CVC

Les prestations sont décrites au cahier des clauses techniques particulières pour chaque lot.

2. PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué des pièces suivantes, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant, qui, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-Travaux) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

Le CCAG-Travaux est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, et est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-Travaux, la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune des pièces du marché, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Le titulaire du marché est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énumérées et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

3. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa notification. Il prend fin à l'échéance de la période de garantie des prestations réalisées.

4. PRIX DU MARCHÉ

4.1. Type de prix

Le prix du marché est global et forfaitaire. Il est fixé à l'acte d'engagement.

4.2. Contenu du prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux, les prix sont réputés comprendre tous les frais liés à l'exécution du marché, notamment :

- Les documents à fournir ;
- L'installation de chantier ;
- Les fournitures et mise en œuvre des matériels décrits,
- La gestion des déchets ;
- Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux ;
- La participation aux réunions de chantier hebdomadaires ;
- Les frais d'assurances ;
- Les frais de coordination.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

4.3. Variation du prix

Le prix du marché, pour chaque lot, est révisable dans les conditions décrites aux articles suivants.

4.3.1. Périodicité de la révision

Le prix du marché est révisé **mensuellement**.

Toutefois, la révision mensuelle est **calculée et appliquée en une seule et unique fois**.

Par dérogation aux articles 12.1.7 et 12.2.1 du CCAG-Travaux, les demandes de paiement mensuelles ne font pas apparaître le calcul de la révision des prix.

Seule la demande de paiement finale, mentionnée à l'article 12.3 du CCAG-Travaux, fait état de l'effet de la révision des prix sur le montant du solde du marché.

La titulaire doit présenter, en annexe de sa demande de paiement final, le document « Révision_Demande de paiement finale » annexé au présent CCAP.

4.3.2. Formule de révision

Les prix sont révisibles en application de la formule suivante :

$$PR = P0 \times [0.15 + (0.85 \times \text{IndiceVR}/\text{IndiceV0})]$$

Dans laquelle :

- P0 est le prix initial à mettre à jour
- PR est la valeur révisée du prix P0
- Indice VR est la dernière valeur de l'indice connue à la date de révision des prix, que cet indice soit définitif ou provisoire
- Indice V0 est la valeur de l'indice du mois d'établissement du prix P0 (mois de remise des offres)
- L'indice utilisé pour tous les lots est l'index **BT01** – Tous corps d'état – Base 2010 – identifiant 001710986 publié par l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710986>)

4.3.3. Utilisation des indices

Par dérogation aux articles 12.2.1 et 12.4.2 du CCAG-Travaux, les derniers indices connus et publiés à la date de révision sont utilisés. Si à la date de révision, le dernier indice est provisoire, la révision est calculée de manière définitive sur la base de cette valeur provisoire.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le prix révisé est arrondi à deux décimales en application de la règle suivante : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'Insee d'un indice de substitution, le pouvoir adjudicateur, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice. La modification est conclue par avenant.

4.3.4. Clause butoir

En tout état de cause, le prix initial du marché ne peut augmenter de plus de **3%** en application de la formule de révision.

5. MODALITÉS RELATIVES AUX RÈGLEMENTS

5.1. Monnaie

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

5.2. Avance

Le titulaire peut bénéficier d'une avance d'un montant égal à **10%** du montant toutes taxes comprises du marché, qu'importe la durée d'exécution des prestations.

Cette avance est diminuée, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement, l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date de notification du marché. Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes. Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant du marché toutes taxes comprises.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 20 %.

5.3. Acomptes mensuels et solde

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés tel que prévu à l'article 12 du CCAG-Travaux.

5.4. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5.5. Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au paiement des acomptes ou du solde seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Dénomination
Libellé au nom de l'Ifremer
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire
N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP : n°45...)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)

Les factures non conformes seront retournées au titulaire et le délai global de paiement mentionné sera suspendu.

Les factures seront adressées en un seul original à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

6. DÉLAI D'EXECUTION

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, **la notification du marché au titulaire vaut ordre de service de démarrage**. Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux, y compris repliement du matériel et nettoyage des lieux.

Le délai d'exécution du marché est fixé à l'acte d'engagement en jours calendaires.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, la durée de la période de préparation est fixée à 3 semaines.

7. PENALITÉS

Le présent article complète l'article 19 du CCAG-Travaux.

7.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Conformément à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque le délai d'exécution indiqué à l'acte d'engagement n'est pas respecté du fait du titulaire, sans qu'une prolongation ait été accordée par l'Ifremer, le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière égale à 1/3000ème du montant hors taxe de l'ensemble du marché par jour calendaire de retard constaté.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1000,00 € H.T.

7.2. Pénalités pour retard dans la remise des documents fournis

En cas de retard dans la remise des plans et documents définis au CCTP et aux articles 29.1 et 40 du CCAG-Travaux, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard s'applique par document.

7.3. Pénalités pour retard dans la levée des réserves

En cas de non-respect du délai maximal de levée de réserve, le titulaire se voit appliquer une pénalité journalière égale à 1/3000ème du montant hors taxe de l'ensemble du marché par jour calendaire de retard constaté.

7.4. Pénalités pour infractions aux prescriptions de chantier

En cas d'infractions aux prescriptions de chantier mentionnées au CCTP.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'ouvrage des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

7.5. Pénalités pour absence aux réunions

En cas d'absence aux réunions notamment aux réunions de chantier hebdomadaires, une pénalité forfaitaire de 100 € HT sera appliquée à l'entreprise absente dûment convoquée. L'absence est constituée à partir d'une heure de retard.

8. CONDITIONS D'EXECUTION

8.1. Suivi du marché

Maitrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par la société :

ARCH-ER Agence d'architecture
7 avenue de la Baudinière
44470 Thouaré Sur Loire
02.28.22.93.32
contact@arch-er.fr

Assistant Maître d'ouvrage

Le pouvoir adjudicateur est assistée, pour la conception esthétique du projet, de la société :

OTHEA
1 Avenue des Lions
44800 SAINT-HERBLAIN
contact@othea.fr

Coordination sécurité et protection de la santé / Contrôle technique

APAVE Infrastructures et Construction France
5 rue de la Johardière
44800 ST HERBLAIN

Coordination SSI

AXÉNERGIE
10 rue de la Fionie
44240 LA CHAPELLE SUR ERDRE

Responsable du projet d'Ifremer

Le responsable du projet Ifremer est, pour ce marché :

Sebastien Delhommeau
Service Technique et Logistique de Nantes
Sebastien.Delhommeau@ifremer.fr
02 40 37 40 11
06 29 92 67 91

Le responsable du projet doit être informé de l'ensemble des informations relatives à l'exécution du marché.

Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Durant l'exécution des travaux, le représentant du titulaire veillera à la parfaite réalisation des travaux et sera l'interlocuteur privilégié en cas de problème. Sur convocation du maître d'œuvre, le représentant du titulaire est tenu d'assister aux diverses réunions techniques se déroulant sur le chantier ou d'y déléguer un de ses agents ayant pouvoir de décision.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

8.2. Echanges

Les actes relatifs au marché seront notifiés par le maître d'ouvrage au titulaire par la plateforme des achats de l'Etat (PLACE), qui permet l'envoi de documents par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges, notamment les actes suivants :

- avenants ;
- ordres de service ;
- déclarations de sous-traitance.

Les délais mentionnés dans ces documents commenceront à courir à la date d'envoi horodatée de l'échange électronique.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/Travaux, lorsque le titulaire veut émettre des observations à l'ordre de service qui lui a été notifié, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion.

8.3. Identification du personnel du titulaire

Toute personne de l'entreprise titulaire, dès lors qu'elle intervient sur le site, devra obligatoirement porter un badge où seront clairement indiqués son nom et le nom de l'entreprise titulaire.

L'entreprise titulaire du marché fournira le nom de l'ensemble des personnes amenées à travailler sur le chantier avec leurs fonctions dans la société.

Les deux points ci-dessus sont valables pour l'entreprise titulaire ainsi que pour l'ensemble de ses sous-traitants.

8.4. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celle prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque que celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie, sur simple demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

8.5. Prévention des risques de conflits d'intérêt et de corruption

Durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'Ifremer et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à avertir l'Ifremer de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'Ifremer de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'Ifremer pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

8.6. Devoir de conseil

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l'Ifremer les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés.

Le titulaire a une obligation générale de conseil, et notamment d'information, à l'égard de l'Ifremer. Il est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes recommandations écrites ou orales. Les recommandations orales sont confirmées par un écrit transmis à l'Ifremer.

Le titulaire s'oblige notamment à :

- partager avec l'Ifremer son expérience ;
- fournir à l'Ifremer tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution des prestations ;
- prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations, et, notamment, prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Ifremer avant ou pendant la réalisation des prestations ;
- solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations.

8.7. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire.

Quelle que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

8.8. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

8.9. Clause environnementale

Dans le cadre du présent marché, le titulaire prendra soin de prendre des mesures appropriées pour limiter l'impact environnemental de son activité. Il prendra notamment les mesures environnementales appropriées pour réduire et valoriser les déchets produits lors de l'exécution de l'objet du marché. Tous les déchets produits et qui peuvent être recyclés doivent être collectés et acheminés vers des installations appropriées.

9. RÉCEPTION DES TRAVAUX

Il est fait application de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG-Travaux, la réception des travaux n'est pas réputée acquise à l'expiration du délai de trente jours mentionné à l'article 41.1.2.

10. GARANTIES

Il est fait application de l'article 44 du CCAG-Travaux.

11. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHÉ

11.1. Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG-Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans modification du marché préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître d'ouvrage.

11.2. Modification du marché

Le marché peut être modifié par avenant dans les conditions prévues aux articles L2194-1 et R2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

11.3. Avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

12. MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, l'acheteur pourra passer un marché de travaux sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

13. RÉSILIATION

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-Travaux sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les stipulations suivantes :

- Dans l'hypothèse d'une résiliation pour faute, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- La résiliation pour faute du titulaire pourra se faire aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le pouvoir adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.
- Dans l'hypothèse d'une résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

14. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Le titulaire fournit à l'Ifremer à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Justificatif d'inscription au registre professionnel ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation, précisant la date d'embauche, la nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Attestation de vigilance en cours de validité ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier qu'il est couvert par les contrats d'assurances suivants :

- assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'objet et l'importance de la prestation.

La nouvelle attestation d'assurance en cours de validité doit être transmise à l'Ifremer dès que celle transmise initialement est arrivée à sa date d'échéance.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

15. RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel siège le pouvoir adjudicateur : Tribunal administratif de Rennes, Hôtel Bizien, 3 Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex.

16. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

- L'article 2 déroge à l'article 4.2 du CCAG-Travaux ;
- L'article 4.2 complète l'article 9.1.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 4.3.1 déroge aux articles 12.1.7 et 12.2.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 4.3.3 déroge aux articles 12.2.1 et 12.4.2 du CCAG-Travaux ;
- L'article 6 déroge aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 7 complète le chapitre 19 du CCAG-Travaux ;
- L'article 7.1 déroge à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux ;
- L'article 8.2 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux ;
- L'article 9 déroge à l'article 41.1.3 du CCAG-Travaux ;
- L'article 11.1 déroge à l'article 14.4.3 du CCAG-Travaux ;
- L'article 13 complète le chapitre 7 du CCAG-Travaux.